Les sites de jeux d'argent en ligne jouent au poker menteur

Les sites de paris en ligne devaient être un eldorado pour [les opérateurs](#). Plusieurs d'entre eux affirment qu'il n'en est rien. Ainsi Stéphane Courbit, BetClic, dans [le Figaro](#), puis Carlo Costanzia, Bwin, sont montés au créneau pour indiquer que leurs espérances ne s'étaient pas converties en réalités. En cause, les différentes mesures imposées par la France, et surveillées par l'Arjel, impliquant notamment une participation financière des sites au financement des filières sportives et un taux de retour aux joueurs limité à 85% contre 90 à 96% pour les sites hébergés à l'étranger.

Ils demandent en conséquence un certain nombre d'adaptations de la législation, qui constitue la première étape d'une nouvelle phase de leur lobbying. Carlo Costanzia les liste d'ailleurs dans une interview donnée au site [lgaming](#) : « Le marché français est un marché absolument passionnant mais difficile compte tenu des nombreuses restrictions imposées par le cadre législatif et réglementaire. Cinq mois après l'ouverture, il est bien sûr trop tôt pour tirer des conclusions définitives. Les choses seront stabilisées d'ici quelques mois. Mais je doute qu'un seul opérateur gagne de l'argent à l'heure actuelle. L'offre de jeux autorisée est trop limitée. La taxation est prohibitive. Le taux de retour aux joueurs, plafonné à 85% alors qu'il est de 90 à 95% sur le marché international, obère la compétitivité de l'offre légale et nous empêche de nous différencier les uns des autres. Sans compter le droit au pari qui oblige les opérateurs à reverser 1% des mises sur les paris sportifs aux fédérations ».

Carlo Costanzia découvre ainsi, cinq mois après le début de l'activité sur Internet, l'ampleur des « restrictions ». Dans le même temps, en fin de semaine dernière, [l'Arjela](#) lance « [une procédure de sanctions à l'encontre de trois opérateurs agréés](#) ».

[dailymotion]http://www.dailymotion.com/video/xdlk7v_campagne-arjel-poker_news/[dailymotion]

Premiers aménagements dans la loi pour 2011

Cela sent donc l'odeur du canon dans une bataille de gros sous qui s'est jouée pour l'instant à coups de millions d'euros investis dans la publicité dans l'idée d'asseoir par la notoriété un avantage précieux.

Pour satisfaire leurs objectifs, les opérateurs de jeux se plient à la loi du lobbying qui leur avait déjà plutôt réussi lors de la première législation légalisant ces mêmes jeux en France. Certains ont même commencé. C'est notamment le cas du PMU qui vient de réaliser un coup de maître, comme l'[indique le site Net-iris.fr](#) : « Afin de renforcer la sécurité juridique du retour à la filière équine au regard du droit communautaire, l'article 11 quinquies du [projet de loi de Finances](#) pour 2011, définitivement adopté, convertit la redevance au profit des sociétés mères organisatrices de courses de chevaux, actuellement due par les opérateurs de paris hippiques en ligne, en une taxe directement versée à l'Etat. En contrepartie, le taux du prélèvement sur les paris hippiques en ligne et sur le réseau physique est abaissé de 5,7% à 4,6%. Le taux des mises engagées sur les paris sportifs restant à 5,7%.

Grâce à cette **réforme**, le PMU devrait dégager en année pleine 106 millions d'euros de marge brute sur la base d'un chiffre d'affaires de 9,4 milliards d'euros. La TVA appliquée sur cette marge s'élevant à 17 millions d'euros, la marge nette pour le PMU serait de l'ordre de 86 millions d'euro ».

Des aménagements dénoncés par le député Gaëtan Gorce, dans une note de son blog, repris par le site [Observatoire des Jeux](#), dont le nom dit tout de son objet et qui est une source précieuse sur cette thématique : « *Il y a fort à parier justement que venant pleurer famine à l'Elysée leur voisine, ces sociétés de jeux en ligne s'en prennent ensuite à toutes les autres dispositions qui ont rendu la loi non pas acceptable mais supportable. À savoir : un prélèvement fiscal à peine suffisant pour garantir les recettes de l'Etat et du CNDS; une aide aux sociétés de course à peine suffisante pour garantir l'avenir de la filière; une protection contre les abductions notoirement insuffisante pour prémunir notre société contre ce risque de santé publique, etc, etc, etc* ». Difficile de réaliser un premier bilan de la loi : la lutte contre les sites illégaux semble satisfaire, celle contre les paris [par les mineurs non](#) (8% des joueurs sont des mineurs), tandis que la [Commission européenne](#) félicite la France de son dispositif.

Lobbycratie | Les sites de jeux d'argent en ligne jouent au poker menteur

Copyright admin mcabon@gmail.com

<https://www.lobbycratie.fr/2010/12/06/les-sites-de-jeux-dargent-en-ligne-jouent-au-poker-menteur/>

L'histoire n'est pas finie, on parie ?

Elle aura au moins eu le mérite de lancer quelques petites en matières publicitaires dont cette pub, très drôle, du PMU :

[youtube]http://www.youtube.com/watch?v=oib4_U_bF-Y[/youtube]